



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand-Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 AOÛT 2025

mettant en demeure la société AMCOR à SÉLESTAT
de respecter des dispositions de son arrêté préfectoral du 10 avril 2022
et de l'arrêté ministériel du 03 février 2022
concernant l'étanchéité de son aire de déchargement des citernes

AIOT : 0006700537

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU la Décision d'exécution (UE) n° 2020/2009 du 22 juin 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, parue le 09 décembre 2020 ;
- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 03 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 2002 portant autorisation d'exploiter une installation de récupération de solvants au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement et codifiant l'ensemble des prescriptions relatives aux installations exploitées par la Société Alsacienne d'Aluminium à SELESTAT ;
- VU le dossier de réexamen des meilleures techniques disponibles applicables aux activités de traitement de surface à l'aide de solvants organiques de la société AMCOR transmis à l'inspection des installations classées en date du 17 mai 2023 ;
- VU le rapport du 23 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 25 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT les prescriptions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral sus-visé :

«Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.» ;

CONSIDÉRANT que le jour de la visite d'inspection, des fissures ainsi que de la résine absente à proximité du regard en point bas de l'aire de déchargement des citernes de solvants organiques ont été observés, montrant de fait que cette aire n'est plus étanche ;

CONSIDÉRANT les prescriptions du point 2.4 e de l'annexe de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 sus-visé :

*« L'exploitant évite ou réduit les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants organiques et/ou de matières dangereuses. Il utilise les principes de bonne gestion interne à l'aide de toutes les techniques énumérées ci-dessous.
(...) »*

Techniques de pompage et de manutention des liquides			
(...)			
e.	Techniques de prévention des débordements lors du pompage	Il s'agit notamment de s'assurer que : <ul style="list-style-type: none">• l'opération de pompage est supervisée ;• pour les grandes quantités, les réservoirs de stockage en vrac sont équipés d'avertisseurs acoustiques et/ou optiques de niveau haut, et de systèmes d'arrêt si nécessaire.	Applicable d'une manière générale.

CONSIDÉRANT que lors de la visite, il a été constaté que les réservoirs de stockages ne disposent pas d'avertisseurs acoustiques et/ou optiques de niveau haut ni de systèmes d'arrêt permettant de prévenir de débordements lors du pompage, ce qui constitue une non-conformité à l'article sus-visé ;

CONSIDÉRANT les prescriptions du point 2.4 f de l'annexe de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 sus-visé :

*« L'exploitant évite ou réduit les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants organiques et/ou de matières dangereuses. Il utilise les principes de bonne gestion interne à l'aide de toutes les techniques énumérées ci-dessous.
(...) »*

Techniques de pompage et de manutention des liquides			
(...)			
f.	Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques	Lors de la livraison en vrac de matières contenant des solvants organiques (remplissage ou vidange des réservoirs, par exemple), les vapeurs qui sont refoulées à l'extérieur des réservoirs de réception sont captées, avec un système de retour des vapeurs vers le contenant initial.	Peut ne pas être applicable aux solvants organiques à faible pression de vapeur, ou pour des raisons de coûts.

CONSIDÉRANT que l'exploitant reçoit des solvants à haute pression de vapeur, mais que l'aire de livraison ne dispose pas de système de captation des solvants organiques volatils, constituant une non-conformité à l'article sus-visé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. (...) »* ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société AMCOR, dont le siège social est situé 2 rue Frédéric Meyer à Sélestat (67600), est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé :
«Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. »
- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les points 2.4 e et 2.4 f de l'annexe de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 sus-visé :
« L'exploitant évite ou réduit les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants organiques et/ou de matières dangereuses. Il utilise les principes de bonne gestion interne à l'aide de toutes les techniques énumérées ci-dessous.
(...)

Techniques de pompage et de manutention des liquides			
(…)			
e.	Techniques de prévention des débordements lors du pompage	Il s'agit notamment de s'assurer que : <ul style="list-style-type: none">• l'opération de pompage est supervisée ;• pour les grandes quantités, les réservoirs de stockage en vrac sont équipés d'avertisseurs acoustiques et/ou optiques de niveau haut, et de systèmes d'arrêt si nécessaire.	Applicable d'une manière générale.
f.	Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques	Lors de la livraison en vrac de matières contenant des solvants organiques (remplissage ou vidange des réservoirs, par exemple), les vapeurs qui sont refoulées à l'extérieur des réservoirs de réception sont captées, avec un système de retour des vapeurs vers le contenant initial.	Peut ne pas être applicable aux solvants organiques à faible pression de vapeur, ou pour des raisons de coûts.

(...)»

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AMCOR par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Sélestat.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint


Karl TERROLLION